



D'Al Jazeera à Al Mayadeen : la réinvention d'un journalisme militant ?

Nicolas Dot-Pouillard

► To cite this version:

Nicolas Dot-Pouillard. D'Al Jazeera à Al Mayadeen : la réinvention d'un journalisme militant ?. Dominique Marchetti La circulation des productions culturelles. Cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans, Centre Jacques Berque et Institut français d'études anatoliennes, 2017, 9791092046328. 10.4000/books.cjb.1213 . halshs-01494006

HAL Id: halshs-01494006

<https://shs.hal.science/halshs-01494006>

Submitted on 22 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 2. D'Al Jazeera à Al Mayadeen : la réinvention d'un journalisme militant ?

Nicolas Dot-Pouillard

La chaîne Al Mayadeen naît en juin 2012¹. C'est une fille d'Al Jazeera². Elle se veut, comme elle, un média télévisé transnational arabe. Elle renoue avec un certain panarabisme médiatique qui n'est pas né à la fin du XX^e siècle, mais qui prend corps, déjà, dans les années 1950, marquées par les appels nationalistes de l'Égypte nassérienne et de la radio Sawt Al-Arab (La Voix des Arabes). Ses fondateurs sont d'anciens membres de la chaîne qatarie. Al Mayadeen est également une enfant des processus révolutionnaires arabes, dans le sillage de la révolte tunisienne de décembre 2010 et janvier 2011. Le titre qu'elle se choisit, « Les places », est une référence explicite à la géographie révolutionnaire de ces quelques places ayant tenu un rôle central au cours des soulèvements arabes : au Caire (la place Tahrir) comme à Bahreïn (la place de la Perle)³. À l'été 2012, c'est à Tunis qu'Al Mayadeen choisit de réaliser sa plus importante campagne d'affichage pour son lancement⁴ en-dehors du Liban, où elle siège.

Révolutions et contre-révolutions

Le lien entre Al Mayadeen et ces mêmes processus révolutionnaires est cependant ambigu : la chaîne, depuis sa naissance, fait montre d'une sympathie affichée pour la direction baathiste à Damas. C'est là où la filiation avec Al Jazeera, qui s'oppose au contraire au régime syrien, s'arrête. Al Mayadeen donne à voir d'un côté de « justes » révolutions, dont le

¹Cette étude a reçu un financement du Conseil européen de la recherche (ERC) dans le cadre du programme « When Authoritarianism fails in the Arab world (Wafaw) ». Son contenu reste de la seule responsabilité de l'auteur et ne représente pas nécessairement les vues de l'institution qui l'a financé.

² Al Jazeera est née en 1996. Elle est soutenue à l'époque par le nouvel Émir du Qatar, Hamad Ben Khalifa Ath-Thani, arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'État, en 1995, contre son père. Basée au Qatar, une partie de ses journalistes fondateurs sont d'anciens membres de la BBC Arabic Television.

³ C'est sur la place de la Perle, à Manama, capitale de Bahreïn, que se sont déroulées les principales manifestations de février 2011 contre la monarchie. La place est détruite et réaménagée par les autorités en mars 2011.

⁴ Observations de l'auteur, Tunis, été 2012.

seul but serait celui de mettre à bas des tyrannies considérées comme proches de « l'Occident » (Bahreïn, Égypte, Tunisie). Il y aurait, à l'inverse, les soulèvements dévoyés, qui favoriseraient des dynamiques « impérialistes ». Ce paradigme « anti-impérialiste », bien loin d'être marginalisé dans le monde arabe, trouve dans Al Mayadeen son relais médiatique et un public qui y est encore réceptif. Au-delà de son soutien affiché à Bachar el-Assad, la rédaction d'Al Mayadeen est également accusée par certains membres de l'opposition syrienne, plus particulièrement ceux de la Coalition nationale⁵, d'être trop proche de l'Iran, si ce n'est du Hezbollah libanais. Une image que ne cherche pas à dénier ce média, installé à Bir Hassan, dans la banlieue sud de Beyrouth, à majorité chiite, souvent associée au Hezbollah.

Les plus virulents critiques d'Al Mayadeen en font un simple relais de la « propagande iranienne », allant même jusqu'à suspecter le principal fondateur de la chaîne, Ghassan Ben Jeddou, de s'être « converti » au chiisme. Ces accusations de « crypto-chiisme » ont été relayées sur un site proche du mouvement islamiste tunisien Ennahda (Babnet, 2012)⁶, Ghassan Ben Jeddou étant lui-même d'origine tunisienne. Les contradictions d'Al Mayadeen dans son approche des soulèvements arabes ne lui sont cependant pas propres : si Al Jazeera a fait le pari de soutenir la révolte syrienne depuis début 2011, ses détracteurs rappellent qu'elle s'est en l'occurrence tue sur la répression – encore en cours – à Bahreïn, quand bien même elle reste proportionnellement moins meurtrière qu'en Syrie. Son parrainage qatari joue en faveur de la position du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)⁷, solidaire de la monarchie de Bahreïn : en mars 2011, plusieurs centaines de soldats saoudiens y pénètrent, participant ainsi à l'écrasement du soulèvement.

C'est là le grand paradoxe des « révolutions arabes » et des phénomènes de résurgence ou de résiliences autoritaires qui les ont suivies, en Égypte comme en Syrie. Les catégories de révolutions et de contre-révolutions sont parfois étrangement confondues, et les concepts traditionnels peinent parfois à définir les propriétés, étrangement contradictoires, des processus en cours : des monarchies, du Qatar à l'Arabie saoudite, soutiennent des mouvements révolutionnaires – jusqu'à un certain point – tandis que des modèles

⁵ La Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne (CNFROS) est née en novembre 2012 à Doha, au Qatar. Sa principale composante est le Conseil National Syrien (CNS). Elle est soutenue, depuis, tant par l'État du Qatar et l'Arabie saoudite que par les principales puissances occidentales (États-Unis, Royaume-Uni, France).

⁶ En mars 2012, alors que s'annonce déjà la naissance d'Al Mayadeen, le site tunisien Babnet, proche du mouvement Ennahda, diffuse l'information selon laquelle Ghassan Ben Jeddou se serait converti au chiisme. L'article comprend également un encart citant les paroles de Bechir Bel Hassan, un prêcheur salafiste tunisien, mettant en garde les Tunisiens contre les risques de « chiification » (*Tashayu*) de la Tunisie.

⁷ Le Conseil de coopération du Golfe, fondé en 1981, regroupe l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Qatar et Oman.

traditionnellement républicains s'associent au paradigme autoritaire. Les figures du révolutionnaire et du contre-révolutionnaire sont entremêlées : il en va ainsi d'une gauche radicale tunisienne qui, au travers de certaines de ses figures syndicales investies dans les structures locales de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), participe de la chute de Ben Ali, pour, quelques mois plus tard, prendre clairement parti pour le maintien du parti Baath au pouvoir en Syrie, justifiant la répression en cours (Dot-Pouillard, 2013). Les acteurs médiatiques et politiques se font tout à la fois révolutionnaires et contre-révolutionnaires, sélectionnant, à la faveur de leurs propres modèles idéologiques, les « bons » et les « mauvais » modèles de soulèvements populaires.

Des chaînes idéologisées ?

Le champ médiatique arabe ne se réduit sûrement pas à Al Jazeera et Al Mayadeen. Il s'est, depuis la fin des années 1990, pluralisé. Al Arabiya⁸ put jouer le rôle de concurrente féroce d'Al Jazeera. La création, au-cours des années 2000, des canaux arabes de France 24 et de RussiaToday⁹, démontre que les enjeux médiatiques au Maghreb et au Machrek se sont de plus en plus internationalisés. Les nouvelles « arabités numériques » (Gonzalez-Quijano, 2012) – passant par Twitter, Facebook ou YouTube – ont joué un rôle notable dans la popularisation de la révolte tunisienne de décembre 2010 et janvier 2011. Elles ont été parfois idéalisées, faisant de la figure du jeune « blogueur » le sujet même du politique, au détriment de formes plus classiques d'engagement. Le rôle des médias écrits n'est pas dépassé par l'âge du tout numérique : encore aujourd'hui, une presse transnationale arabe – *Al-Quds Al-Arabi* (Jérusalem arabe), *Al Hayat* (La Vie) – se polarise autour de la crise syrienne de la même manière que les médias télévisés. Elle n'est pas abandonnée non plus par les décideurs politiques : pour preuve la naissance, en 2014, d'un nouveau quotidien transnational arabe, *Al-Arabi Al-Jadid* (L'Arabe nouveau) – dirigé par AzmiBishara, ancien député du parti Al-Balad à la Knesset israélienne, depuis exilé au Qatar – après un détour, dans les années 2000, par Damas. L'émirat du Golfe a pesé fortement dans la création du journal.

La mise en miroir d'Al Jazeera et d'Al Mayadeen reste enfin relative : la première dispose de relais médiatiques bien plus développés que la seconde, qui se cantonne à une chaîne en arabe. Al Jazeera est devenu un empire médiatique qu'Al Mayadeen n'a pas encore la

⁸ Proche de l'Arabie saoudite, Al Arabiya a été fondée en 2003.

⁹ Depuis 2010, France 24 dispose d'un canal diffusant en permanence en langue arabe. RussiaToday (RT), née en 2005, lance deux ans plus tard sa version arabe (Russia al-Yawm).

prétention de devenir – elle ne dispose que de trois bureaux régionaux en dehors de Beyrouth : à Tunis, au Caire et à Téhéran. Al Jazeera dispose d'un canal en anglais, de chaînes consacrées au sport ou exclusivement dédiées aux produits documentaires et d'un centre de recherche. Son site internet est bilingue – arabe et anglais – tandis qu'Al Mayadeen se cantonne à l'arabe. La géographie du capital d'Al Mayadeen, dont les financements proviennent de riches hommes d'affaires syriens et libanais¹⁰, n'arrive pas encore à concurrencer celle du Golfe. Il est toutefois symbolique qu'en s'installant au Liban, Al Mayadeen cherche à renouer avec la centralité journalistique, intellectuelle et médiatique que ce pays put avoir dans le monde arabe en amont des années 1990, depuis concurrencé par l'Arabie saoudite et le Qatar.

Nous nous intéresserons ici bien plus à Al Mayadeen qu'à Al Jazeera : la littérature sur la seconde est, depuis le milieu des années 2000, importante, alors que la première reste encore mal connue. Cependant, l'analyse des choix éditoriaux d'Al Mayadeen¹¹, ne peut faire l'économie d'une histoire croisant celle d'Al Jazeera. La naissance de la première en 2012 pourrait être comparée à une véritable scission politique, rappelant celle d'un parti politique : le départ d'une fraction de la rédaction d'Al Jazeera, dont certaines de ses figures phares, pour créer Al Mayadeen, a moins mis en jeu de grands enjeux financiers qu'une lecture différenciée du politique et des grands rapports de force dans la région, ainsi que des fondements idéologiques différents. La chaîne de Ghassan Ben Jeddou porte une rhétorique néo-tiers-mondiste, se différenciant quelque peu du discours tout à la fois « arabiste, islamiste et libéral » (El Oifi, 2004, p. 655) de sa concurrente qatarie.

Il fait pourtant sens de comparer les deux chaînes dans leurs parallèles. Non pas seulement ceux, simples et évidents, de chaînes transnationales arabes. Al Mayadeen et Al Jazeera produisent du sens politique, font office également de chaînes idéologisées : il est ainsi vain d'aborder leur histoire et leurs différences sous le seul jour de jugements de valeur, renvoyant Al Jazeera à une simple courroie de transmission du Qatar et les rédacteurs d'Al Mayadeen à des supplétifs du régime syrien. Au-delà de leur affrontement, elles participent peut-être de la réinvention d'une certaine forme de journalisme militant.

Pour Al Mayadeen, ce journalisme militant est celui d'un néo-tiers-mondisme affirmé, établissant des diagonales entre Téhéran, La Havane, et Beyrouth, réactivant une opposition

¹⁰ Al Mayadeen tient le nom de ses financeurs secrets, encourageant les spéculations de ses adversaires autour d'un soutien – direct ou indirect – de l'Iran, du Hezbollah et de la Syrie aux activités de la chaîne.

¹¹ Notre analyse d'Al Mayadeen se base, pour l'essentiel, sur le visionnage quotidien de la chaîne, ainsi que sur une série d'interviews réalisées au cours de l'été 2014 avec des membres de sa rédaction, mais aussi de téléspectateurs « sympathisants », notamment en Tunisie et au Liban.

« nord-sud » chère aux années 1950 et 1960. Ce discours néo-tiers-mondiste, Al Jazeera n'y était pas hostile par le passé : elle oscillait entre dénonciation des régimes arabes et opposition aux politiques américaines et israéliennes dans la région tout au long des années 2000. Les révolutions arabes, de Tunis à Damas, en passant par Bahreïn, ont cependant découplé la question démocratique de la question néo-tiers-mondiste, Al Jazeera assumant la première, Al Mayadeen la seconde. Toutefois, les deux chaînes se rejoignent encore dans la production d'un journalisme militant, alors même qu'elles sont toutes deux des fruits de la globalisation médiatique.

De Fidel Castro à Al Mayadeen : l'hypothèse néo-tiers-mondiste

Se « substituant à un champ politique régi par l'ordre autoritaire, mettant en compétition des dynamiques de pouvoir matériel et symbolique et des logiques de mobilisations inédites », le champ médiatique arabe constitue « une nouvelle arène politique » (Lamloum, 2010, p 8). Il est aussi porteur d'idéologies. Al Mayadeen, depuis 2012, a sans doute renoué avec les principaux fondamentaux de ce que l'islamologue Maxime Rodinson nommait, dans les années 1970, une « idéologie implicite nationalitaire » de type tiers-mondiste (Rodinson, 1972). Il se référait à l'époque aux sentiments « décoloniaux », mais aussi unitaires, qui animaient, au-delà de leurs idéologies explicites (nassérismes, baathismes, communisme arabe, mouvements nationalistes), les principales formations hégémoniques dans les espaces politiques du monde arabe. Ces dernières, du Front de libération national algérien (FLN) aux différentes composantes de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), tissaient une solidarité internationale courant de Cuba au Vietnam, se reconnaissant dans les appels tiers-mondistes de la première conférence tricontinentale tenue à la Havane, en 1966 (Faligot, 2013).

De la Havane à Beyrouth

En août 2014, Al Mayadeen diffuse un long documentaire élogieux sur Fidel Castro, à l'occasion de son 88^e anniversaire. Ce documentaire comprenait, entre autre, une présentation de la vie du responsable cubain, mais aussi des interviews de leaders de la gauche palestinienne dont certains représentants du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), cette dernière organisation ayant eu une représentation politique à Cuba dans les

années 1970 et 1980¹². L'émission ne passa pas inaperçue sur place : les médias du Parti communiste y font référence¹³. Certains de ses militants, ne parlant pas l'arabe, la citent pourtant : ils en ont vu des extraits¹⁴, notamment sur la chaîne transnationale TeleSUR¹⁵, émettant dans toute l'Amérique latine à partir du Venezuela et relayant le discours « chaviste » de la « révolution bolivarienne ».

Le fait que TeleSUR ait diffusé des extraits documentaires tirés de la chaîne Al Mayadeen n'est pas une surprise : les deux canaux collaborent très officiellement¹⁶. En août 2013, Al Mayadeen avait diffusé un documentaire d'une trentaine de minutes dédié au président Hugo Chávez, décédé cinq mois auparavant¹⁷ : présenté par Ghassan Ben Jeddou, le directeur de la chaîne, il alternait images d'archives et interviews d'acteurs et d'analystes politiques du monde arabe. Parmi ces derniers, Anis Naccache, ancien membre du Fatah qui a rejoint la révolution islamique iranienne dans les années 1980¹⁸, ou Abdel Bari Atwan, journaliste, membre du Conseil national palestinien¹⁹, rédacteur en chef du quotidien panarabe basé à Londres, *Al-Quds Al-Arabi*.

Néo-tiers-mondisme et révolutions « dévoyées »

La circulation de biens médiatiques entre TeleSUR et Al Mayadeen, établissant des diagonales entre La Havane, Caracas et Beyrouth, ne devrait pas surprendre. Depuis 2011, le discours « anti-impérialiste » du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) de Hugo Chávez s'est largement opposé aux options stratégiques des États-Unis et de la France concernant le soulèvement libyen contre le régime de Mouammar Kadhafi d'une part, la crise syrienne d'autre part (Baeza, 2014 ; Herrera, 2013, p. 322-330). Al Mayadeen, en se faisant le relais de cette vision « anti-impérialiste », ne croise pas seulement le discours de TeleSUR mais aussi celui de la chaîne internationale russe, RussiaToday, et de son canal en arabe. Les trois stations ont souvent la même vision des grands rapports de force internationaux –

¹² Salah Salah, l'un des fondateurs et membre du Bureau politique du Front populaire pour la libération de la Palestine, représenta l'organisation à Cuba dans les années 1980. Entretien de l'auteur avec Salah Salah, 2008.

¹³ Voir le compte-rendu de l'émission sur le site arabe de Radio Habana Cuba : <http://www.radiohc.cu/ar/noticias/nacionales/31745->

¹⁴ Entretien de l'auteur, militants du Parti communiste de Cuba, Santa Clara, août 2014.

¹⁵ TeleSUR a été lancée en juillet 2005. Elle émet de Caracas, au Venezuela.

¹⁶ Entretien de l'auteur avec des journalistes d'Al Mayadeen, septembre 2014.

¹⁷ « Chavez.... An-Nasir » (Chavez... le vainqueur), août 2013, disponible sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=P1-OKNnxuQ>

¹⁸ Suite à une tentative d'assassinat, en France, en juillet 1980, de l'ancien Premier ministre du Chah d'Iran, Chapour Baktiar, Anis Naccache a été incarcéré par les autorités françaises de 1982 à 1990.

¹⁹ Le Conseil national palestinien est l'instance législative de l'Organisation de libération de la Palestine.

s'échangeant parfois documentaires et images – au-delà de l'actualité du monde arabe. De l'Ukraine insurgée du Donbass et de la Crimée russophone en passant par la Syrie, c'est une nouvelle guerre froide qui se dessine dans un champ médiatique internationalisé, réinventant des catégories et des schémas géopolitiques d'un passé réactualisé : la Russie contre les États-Unis, les États des « Suds » contre « l'Occident ». Le discours annuel de fin d'année du président russe, Vladimir Poutine, tenu le 18 décembre 2014, dénonçant les velléités « impériales » de « l'Occident », associant la récente crise du rouble à une chute du prix du pétrole encouragée selon lui par les États-Unis et l'Arabie saoudite, a ainsi été particulièrement médiatisé sur Al Mayadeen et TeleSUR.

Ce paradigme « anti-impérialiste », Al Mayadeen en fait explicitement un choix éditorial, au travers de la figure de Georges Galloway. Ancien député du Labour Party britannique, il fait partie, en 2004, des principaux fondateurs du mouvement Respect, coalition politique regroupant trotskystes du Socialist Workers Party (SWP)²⁰, mouvance associative musulmane – dont Salma Yaqoob, membre de la Muslim Association of Britain (MAB) en fut longtemps la porte-parole²¹ - et personnalités de gauche indépendantes issues du Parti travailliste. Au milieu des années 2000, Respect se caractérisa particulièrement par ses campagnes contre la présence militaire britannique en Irak, ou contre le tournant libéral – la « troisième voie » – du Labour Party de Tony Blair. Georges Galloway anime aujourd'hui plusieurs émissions mensuelles sur la chaîne Al Mayadeen, en anglais sous-titré. Se revendiquant d'un véritable « anti-impérialisme » militant, il compare sur les plateaux d'Al Mayadeen, en juin 2012, deux types de « révolutions arabes » : celles qui seraient en « bonne santé », et celles qui seraient « déformées » (*deformed*) ou « mort-nées » (*stillborn*), car influencées par des « forces croisées (*crusader powers*) qui n'ont pas renoncé à exercer leur pouvoir sur le monde arabe depuis plus de cent ans ». « Elles ont fait cela pour protéger leur enfant illégitime, Israël, et, franchement, pour vous piller. Pour piller les richesses que Dieu a donné aux Arabes », explique-t-il. Le soulèvement syrien appartiendrait ainsi, selon lui, à la seconde catégorie de révolutions, les révolutions « déformées²² ». Ironie de l'histoire, ou peut-être clin d'œil intentionnel ou non, en référence à la guerre froide : le titre de l'émission de Georges Galloway est *Free world* (Le monde libre). Avant la chute du bloc soviétique, cette expression désignait bien les pays occidentaux opposés à toute tentative d'expansionnisme

²⁰ Le Socialist Workers Party, membre de l'International Social Tendency (IST), est la principale formation d'extrême-gauche en Grande-Bretagne.

²¹ Salma Yaqoob a quitté le mouvement Respect en 2012. Cette coalition est aujourd'hui particulièrement affaiblie, en raison des départs successifs du Socialist Workers Party et de certaines figures de la Muslim Association of Britain.

²² Voir l'intervention de Georges Galloway sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=9h6JPWActGg>

soviétique. Dans la langue d'Al Mayadeen, le *Free world* se situe désormais du côté du monde arabe, de la Russie ou des pays des « Suds ».

De Georges Galloway à Fidel Castro, de Hugo Chávez à Ziad Rahbani, compositeur libanais tout à la fois populaire et iconoclaste, proche du Parti communiste libanais (PCL), souvent présents sur les plateaux de la chaîne, Al Mayadeen donne la part belle à une certaine idée de la gauche : une gauche moins libérale et démocratique que tiers-mondiste et « décoloniale », revendiquant une filiation explicite avec les années 1960. Les décennies marquées par la décolonisation sont célébrées par la chaîne : en décembre 2013, Al Mayadeen remet un prix honorifique à Djamila Bouhired, ancienne membre du Front de libération nationale (FLN) algérien. Elle avait été arrêtée en 1957 par l'armée française en Algérie, condamnée à mort puis graciée en 1962, suite à une campagne internationale animée notamment par l'avocat Jacques Vergès – son futur époux. La cérémonie en hommage à Djamila Bouhired organisée par Al Mayadeen, retransmise en direct, s'est tenue au Palais de l'Unesco à Beyrouth, en présence de représentants de nombreuses formations politiques palestiniennes et libanaises, mais aussi d'une des filles d'Ernesto Che Guevara, invitée par la chaîne pour l'occasion²³.

Cependant, il serait hasardeux de réduire l'imagerie « anti-impérialiste » d'Al Mayadeen à un simple discours de « gauche », agrémenté de références explicites aux grandes dates de la décolonisation des années 1950 et 1960. Al Mayadeen, à l'instar d'Al Jazeera dans les années 2000, puise dans plusieurs stocks idéologiques : ceux des gauches et mouvements « anti-impérialistes » certes, ceux du nationalisme arabe également, mais aussi ceux d'une certaine forme d'islam politique, en l'occurrence celui du Hezbollah ou du Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP). Ces deux dernières formations n'ont pas pris parti pour la révolution syrienne, s'étant pour la première alignée aux côtés des forces du régime, pour la seconde ayant gardé une certaine forme de neutralité dans le conflit syrien (Alhaj, Dot-Pouillard, Rébillard, 2014). Elles permettent à Al Mayadeen de faire explicitement référence à un islam politique mu par le double principe de la *Mumana* '(refus) de l'ingérence occidentale dans les affaires arabes et de la défense inconditionnelle d'un « axe de la résistance » (*Mahwar al-muqawama*), solidifiant l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et leurs partenaires palestiniens autour d'objectifs communs²⁴. Au sein d'Al Mayadeen, une figure historique de

²³ Observations de l'auteur, Palais de l'UNESCO, Beyrouth, 4 décembre 2013.

²⁴ « *Mumana* » et « axe de la résistance » sont ainsi récurrents dans les discours du secrétaire-général du Hezbollah, Hassan Nasrallah. Le Hamas palestinien se considérait lui-même comme partie prenante de cet « axe de la résistance », jusqu'en 2011, date de sa rupture avec les autorités syriennes et de sa prise de parti pour la révolution syrienne. En 2014, une partie de la direction du Hamas – notamment réunie autour de l'un des

la gauche britannique comme Georges Galloway peut ainsi croiser celle d'une ancienne journaliste de la télévision du Hezbollah, Al Manar : Zeinab As-Saffar, également professeur d'anglais à l'Université libanaise, affiche publiquement son appartenance à la formation de Hassan Nasrallah. Elle présente aujourd'hui sur Al Mayadeen l'émission *Min ad-dakhil* (De l'intérieur). La particularité de ce programme est d'être bilingue, avec un système de sous-titres lorsque l'interlocuteur de la journaliste s'exprime en anglais. Le but de l'émission est en effet de faire parler des activistes et intellectuels occidentaux, de préférence anglo-saxons, mais dont le discours reste en phase avec les thématiques politiques phares de la chaîne : défense de la question palestinienne, critique des positions françaises, britanniques et américaines sur le conflit syrien et la crise libyenne, ou sur le dossier du nucléaire iranien.

Le tiers-mondisme d'Al Mayadeen ne saurait donc être comparé à celui en vogue dans les années 1960 et 1970 : c'est aussi ce qui nous permet de parler de néo-tiers-mondisme, ou de tiers-mondisme recomposé. En effet, le tiers-mondisme d'antan s'inscrivait dans un univers de sens idéologique bien précis : alimenté par la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS, emmené également par les idéologies à dimension utopiques de type socialisantes, il s'inscrivait résolument dans une perspective développementaliste. La référence socialiste ne se limitait certes pas au marxisme comme le montrent des nationalismes arabes baathistes ou nassériens (Carré, 2004). Mais une certaine téléologie se disant progressiste était à l'œuvre. Le néo-tiers-mondisme actuel est bien plus flou idéologiquement, cela sans doute plus dans le monde arabe qu'en Amérique latine. Du tiers-mondisme d'hier les perspectives sociales ou développementalistes sont souvent abandonnées, au profit d'une focalisation sur les thématiques « anti-impérialistes », permettant ainsi d'allier des courants en apparence hétérogènes politiquement, du Hezbollah à d'anciens transfuges du Parti travailliste ayant viré à l'extrême-gauche. En cela, le discours d'Al Mayadeen est révélateur d'un tiers-mondisme qui n'a sans doute pas dit son dernier mot.

Bahreïn et Syrie : les raisons d'une scission

Dans les années 2000, avant que n'éclate le conflit syrien, Al Jazeera porte ce discours néo-tiers-mondiste, bien qu'elle le fasse dans des conditions certes particulières, voire paradoxales : celles d'une chaîne basée dans un émirat n'entretenant pas d'inimitié

fondateurs du mouvement, Mahmoud Zahar – est cependant partisane d'une réconciliation globale avec le Hezbollah et avec l'Iran.

particulière avec les principaux pays occidentaux. Quand bien même ces tensions existeraient, elles restent alors moins marquées qu'avec d'autres pays de la région : la Syrie et l'Iran par exemple. Al Jazeera donne une place centrale au conflit israélo-palestinien dans ses programmes, n'accordant pas forcément ses faveurs à l'Autorité nationale palestinienne de Mahmoud Abbas : au contraire, le Hamas y trouve un canal d'expression privilégié. Elle est une opposante farouche à l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Par la suite, elle relaie régulièrement les communiqués et vidéos des différents groupes insurgés irakiens contre les troupes états-unienues – de l'Armée islamique en Irak, sunnite, aux partisans chiites de Muqtada As-Sadr et de l'Armée du Mahdi²⁵. Elle donne une couverture médiatique favorable au Hezbollah lors de sa guerre avec Israël, en juillet et août 2006 – période où le Qatar et le Hezbollah affichent encore une certaine proximité. Le correspondant d'Al Jazeera à Kaboul en 2001, TayseerAllouni, a été emprisonné par les autorités espagnoles en 2003, soupçonné de collaboration avec des organisations terroristes²⁶. Comme le rappelle OlfaLamloum (2004), Al Jazeera« reste singulière pour une raison simple : malgré le nouveau paysage médiatique concurrentiel, la chaîne qatarie demeure le témoin le plus fidèle des deux sentiments populaires majeurs dans l'espace arabe : la demande démocratique et le ressentiment anti-impérial ».

Du discours « démocratique radical » au discours démocratique révolutionnaire

Cette thématique « anti-impériale » ne saurait résumer le profil de la chaîne qatarie lors des années 2000 : la « demande démocratique » n'est cependant aucunement contradictoire avec l'opposition d'Al Jazeera, à l'époque, aux principales orientations de la politique américaine dans la région. Au contraire : pour beaucoup d'opposant aux régimes en place dans le monde arabe, qu'ils soient islamistes, nationalistes arabes, libéraux ou de gauche, l'espace médiatique inédit que leur offre Al Jazeera leur permet tout à la fois de jouer sur une fibre « anti-impérialiste » exacerbée par l'offensive américaine en Irak et par la proximité des administrations Bush et Sharon d'une part, de critiquer des régimes autoritaires arabes tenus pour « complices » des politiques américaines d'autre part.

²⁵ L'Armée Islamique en Irak (*Al-Jaysh al-islami fi-l-iraq*) est née en 2004, suite à l'invasion américaine de l'Irak. La majorité de ses combattants, sunnites, sont issus à l'époque de l'ancienne armée régulière irakienne. L'Armée du Mahdi (*Al-Jaysh al-Mahdi*) est un mouvement armé lié à l'un des principaux leaders chiites irakiens, Muqtada Al-Sadr.

²⁶ En 2014, TayseerAlouni est toujours détenu en Espagne.

Le Qatar échappe bien sûr à cette critique mais Al Jazeera n'est pas qu'une simple courroie de transmission d'un discours monarchique monolithique, contrairement à une caricature bien répandue. La composition de sa rédaction, les orientations de ses reportages, reflètent de manière médiée certains conflits politiques bien réels au sein même de l'État du Qatar. Claire-Gabrielle Talon voit ainsi « trois réseaux d'influences » se concurrencer, certes de manière opaque, au sein d'Al Jazeera. Un premier affilié au « ministère des Affaires étrangères, dominé par le Cheikh Hamad Ben Jassem Ben Jaber Ath-Thani » ; un deuxième « dominé par Cheikha Moza », l'épouse de l'Émir du Qatar, qui « contrôle le ministère de l'Éducation » ; « un troisième groupe d'influence regroupe d'anciens fonctionnaires du ministère de l'Information sous l'égide d'un cousin éloigné de l'Émir, le cheikh Hamad ben Thamer » (Talon, 2011, p. 65-68).

Le profil « démocratique radical²⁷ » (*Ibid.*, p. 165) de la chaîne prend une ampleur inédite lorsqu'éclate le soulèvement tunisien de décembre 2010, à Sidi Bouzid. Son principal journaliste sur place, Lotfi Hajji, n'a pas d'accréditation officielle. Il suit pourtant les manifestations, notamment à Bizerte, devant le siège de l'Union générale tunisienne du travail, et à Tunis, le 14 janvier 2011. Plus qu'un simple journaliste, Lotfi Hajji est un activiste politique de longue date²⁸ : ancien militant des Islamistes progressistes (*Al-Islamiyyunat-taqaddumiyyun*), un groupe ayant tenté au milieu des années 1980 de quelque peu gauchiser le discours du Mouvement de la tendance islamique (MTI)²⁹ ; il a également participé, en octobre 2005, à une grève de la faim ayant donné naissance à la Coalition du 18 octobre – regroupant à l'époque islamistes et mouvements de gauche dans une commune opposition au régime de Ben Ali. Du 17 septembre 2010 au 14 janvier 2011, la chaîne diffuse les images filmées par les manifestants sur leurs téléphones portables, donne une tribune aux grandes figures de l'opposition tunisienne en exil – du mouvement islamiste Ennahda au Congrès pour la République³⁰ du futur président tunisien, Moncef Marzouki. Elle se fait immédiatement l'une des porte-voix internationale du soulèvement – aux côtés d'autres médias télévisés transnationaux, comme France 24 en arabe. L'opposition tunisienne est alors organiquement liée à Al Jazeera : gendre de Rached Ghannouchi, fondateur du mouvement

²⁷ Claire-Gabrielle Talon oppose ainsi le « discours démocratique radical » au « discours démocratique libéral » : « alors que la démocratie libérale considère les principes de justice adéquats comme stables et définis, la démocratie radicale envisage au contraire la mésentente comme la possibilité d'un conflit autour de la définition même des principes devant réguler le vivre-ensemble » (Talon, 2011, p. 218-219).

²⁸ Entretien de l'auteur avec Lotfi Hajji, Tunis, janvier 2011.

²⁹ Le Mouvement de la tendance islamique (MTI), apparu au début des années 1980, prend le nom d'Ennahda (La renaissance), en 1989.

³⁰ Légalisé peu après la chute de Ben Ali, le Congrès pour la République est une formation de centre-gauche. Fin 2011, il constitue un gouvernement de coalition avec le mouvement Ennahda.

Ennahda, membre de son Bureau politique en exil, futur ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de transition post-révolutionnaire de Hamadi Jebali, Rafik Abdesslem a été, tout au long des années 2000, directeur du centre de recherche d'Al Jazeera.

Le « discours démocratique radical » d'Al Jazeera devient, au cours des premiers soulèvements arabes, un discours démocratique révolutionnaire : prenant ouvertement parti pour les manifestants égyptiens face aux forces de sécurité égyptiennes, quelques jours à peine après la chute du régime de Ben Ali en Tunisie, la chaîne ne cache pas son soutien aux revendications démocratiques en Égypte, pas plus que son souhait de voir tomber le régime de Hosni Moubarak. Les clips télévisés d'Al Jazeera ne cessent, tout au long des mois de janvier et de février 2011, d'associer le président égyptien à Ben Ali, récemment déchu, ainsi qu'à Mouammar Kadhafi, en passe de l'être quelques mois plus tard. Fin janvier 2011, alors que les manifestations populaires de la place Tahrir prennent de l'ampleur, les autorités égyptiennes révoquent les accréditations des journalistes de la chaîne, et coupent le signal d'Al Jazeera sur le canal satellite Nilesat, contrôlé par l'Égypte. L'inimitié entre Al Jazeera et les autorités égyptiennes, mise en sourdine lors du mandat présidentiel de Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans égyptiens, reprend de plus belle à la suite du coup d'État du général Sissi de juin 2013 : ce sont trois journalistes d'Al Jazeera English qui sont arrêtés au mois de décembre, et condamnés de sept à dix années d'incarcération au mois de juin 2014. Les journalistes étaient notamment accusés d'être membres d'organisations terroristes³¹.

Deux interprétations des « révolutions arabes »

Aux premiers temps idéalistes des « révolutions arabes », opposant « peuples » et « régimes », s'est progressivement substitué, tout au long des années 2011 et 2012, une dynamique de divisions tous azimuts : divisions des révolutionnaires eux-mêmes, lorsqu'en Égypte et en Tunisie, les partisans de l'islam politique et ceux de la gauche et des libéraux s'opposent, alors même que la temporalité initiale des soulèvements semblait les avoir réunis autour du seul paradigme « démocratique ». L'intervention des troupes de l'OTAN en Libye, à partir du mois de mars 2011, permet au discours nationaliste arabe de se réactiver autour de l'opposition à toute ingérence « occidentale » dans la région. Le régime syrien affronte certes une contestation populaire d'ampleur : en agitant lui aussi le spectre d'une opposition réveillée aux États-Unis, si ce n'est à l'ancienne puissance mandataire en Syrie et au Liban, la

³¹ En janvier 2015, la condamnation des journalistes d'Al Jazeera a été annulée par la Cour de cassation égyptienne. Les trois journalistes, cependant, sont toujours détenus.

France, il réussit à s'assurer, dans la région, le soutien de mouvements de gauche et nationalistes qui pourtant avaient applaudi à la chute de Ben Ali et de Moubarak. L'insurrection à Bahreïn constitue elle-aussi un point de scission : par effet d'alliances géopolitiques, le Qatar, ainsi que certaines forces affiliées aux Frères musulmans dans la région, ont beaucoup moins d'engouement à soutenir des manifestations qu'ils supposent alors être manipulées par l'Iran, confessionnalisant un peu plus le politique dans la région.

La crise ouverte à Bahreïn met par ailleurs à mal le discours démocratique révolutionnaire d'Al Jazeera : si la chaîne qatarie soutient sans faillir les processus démocratiques tunisiens, égyptiens, ainsi que la contestation populaire de la famille Assad en Syrie, elle se tait sur le mouvement démocratique à Bahreïn. Les divisions à l'œuvre dans Al Jazeera ne tardent pas à se cristalliser autour de deux lectures des révolutions arabes : le temps idéaliste et marqué par le paradigme de l'unité étant passé, ce sont bien deux conceptions de la révolution qui s'affrontent au sein de la rédaction.

En mars 2012, une série d'emails d'Ali Hashem³², correspondant d'Al Jazeera à Beyrouth, est publiée sur Internet, sans doute par des hackers proches du régime syrien (Kanaan, 2012). Dans sa correspondance privée, adressée à une autre journaliste d'Al Jazeera, Rolla Ibrahim, Ali Hashem dénonce une couverture partielle par la chaîne des révoltes en cours à Bahreïn, qui répercuterait le discours officiel de l'État qatari – solidaire de la monarchie bahreïnienne. Partiale également serait la couverture de la révolte syrienne : Al Jazeera aurait ainsi censuré l'un de ses reportages, portant sur les groupes armés de l'opposition syrienne dans la région de Wadi Khaled, située au nord-est du Liban, frontalière de la Syrie. Suite à la publication Wikileaks de ses emails, Ali Hashem démissionne d'Al Jazeera. Il ne s'agit cependant pas d'un départ individuel : dans les semaines qui suivent, plusieurs journalistes quittent les plateaux de la chaîne qatarie. Les désaccords politiques, tournant autour de l'analyse conjuguée des révolutions libyennes, syriennes et bahreïnienne, sont cependant bien antérieurs à cette série de démissions : ils naissent dès le printemps 2011³³.

Ce sont des anciens d'Al Jazeera qui constituent le futur noyau d'Al Mayadeen. En plus de Lina Zahreddine³⁴ et de Ali Hashem, le parcours le plus significatif est celui de Ghassan Ben Jeddou, dès le mois d'avril 2012. De nationalité tunisienne et libanaise, c'est un ancien opposant au régime de Ben Ali. Il est membre, dans les années 1980, du Mouvement de la

³² Ali Hashem a notamment couvert, pour le compte d'Al Jazeera, la guerre de juillet et août 2006 entre le Hezbollah et Israël. Il est originaire de Naqoura, au sud-Liban, une ville frontalière d'Israël, occupée jusqu'en mai 2000 par l'armée israélienne.

³³ Entretien de l'auteur avec des journalistes d'Al Mayadeen, septembre 2014.

³⁴ Lina Zahreddine, de nationalité libanaise, est devenue journaliste pour Al Jazeera en 2002. En 2010, elle quitte la rédaction d'Al Jazeera. Elle fait partie des membres fondateurs d'Al Mayadeen, en 2012.

tendance islamique, futur Ennahda. En 1989, alors que le régime tunisien lance une nouvelle campagne de répression contre l'opposition islamiste, Ghassan Ben Jeddou quitte la Tunisie. Il n'y reviendra qu'en 2011, à la faveur de la révolution. Installé à Téhéran, puis à Beyrouth, pour le compte d'Al Jazeera³⁵, il devient dans les années 2000 l'un des présentateurs vedettes de la chaîne, grâce à son émission « Dialogue ouvert » (*Hiwarmaftuh*). Il est l'un des rares journalistes arabes à avoir un accès direct au secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah. Ses détracteurs le suspectent d'être très proche des autorités iraniennes et il ne cache pas sa sympathie pour les autorités en place à Damas. Moins qu'un défenseur des régimes autoritaires – il est lui-même un ancien opposant engagé dans la lutte contre les autorités benalistes – c'est avant tout un néo-tiers-mondiste : si la démocratie doit être défendue, elle ne peut prendre le pas sur l'idéologie de « résistance », et sur le soutien aux forces politiques et aux États – même autoritaires – opposés, selon lui, à Israël et aux États-Unis dans la région.

Si le lancement d'Al Mayadeen, en juin 2012, est bien le fruit d'une scission d'abord politique ayant affecté les rangs d'Al Jazeera (Alhakim, 2012), Ghassan Ben Jeddou, maître d'œuvre de la jeune chaîne installée dans la banlieue sud de Beyrouth, s'entoure également de quelques figures qui n'en faisaient pas partie. Ainsi de Georges Galloway et de Zeinab As-Saffar, mariant ainsi symboliquement les rhétoriques « anti-impérialistes » de la gauche européenne et du Hezbollah. Ghassan Shami, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire publié à Damas, *Al-Kifah al-arabi* (Le combat arabe), consacre une émission aux chrétiens arabes, *Ajras al-Machrek* (Les cloches du Moyen-Orient). La thématique de la défense des minorités religieuses, notamment chrétiennes, face à la montée de groupes « salafistes-jihadistes », à l'instar du Front al-Nosra ou de l'État islamique³⁶, est devenu l'une des marques de fabrique d'Al Mayadeen.

Les « soldats de Bachar » ?

La personnalité contestée de Sami Kleib, directeur de l'information d'Al Mayadeen, encourage les critiques les plus virulentes à l'encontre de la chaîne de Ghassan Ben Jeddou. Ancien présentateur vedette d'Al Jazeera, époux de Luna Shebel, conseillère en

³⁵ Dès 1997, il figure parmi les fondateurs de la chaîne, dirigeant à l'époque le bureau d'Al Jazeera à Téhéran. .

³⁶ Le Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, est né en 2012. L'État islamique (EI), anciennement appelé État islamique en Irak et au Levant (EIIL), emmené par Abou Bakr al-Baghdadi, est créé en avril 2013. Il plonge ses racines dans l'État Islamique en Irak, qui, dès 2006, lance des actions armées contre les troupes américaines. Présent en Irak et en Syrie, il n'est pas, contrairement au Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda.

communication de Bachar el-Assad, également éditorialiste au quotidien libanais *Al-Akhbar*³⁷ (Les nouvelles), il est suspecté par les détracteurs de la chaîne d'être l'un des principaux liens entre Al Mayadeen et le régime syrien lui-même. Il fait l'objet par exemple d'un portrait peu élogieux de France 24, en juin 2012, dans un reportage réalisé par Selim El-Meddeb, correspondant de la chaîne française. À l'époque, France 24 s'interrogeait également sur les financements de la chaîne, les attribuant – au conditionnel – à l'Iran, mais aussi à Rami Makhoul, cousin de Bachar el-Assad (El Meddeb et France 24, 2012).

De même qu'Al Jazeera ne pouvait être réduite, dans les années 2000, à sa seule filiation avec le Qatar, Al Mayadeen ne peut être seulement considérée comme le repaire exclusif des « soldats de Bashar ». La tonalité militante d'Al Mayadeen, la couverture subjective et partisane du conflit syrien, offrant ses faveurs au régime et à ses partisans au Liban, n'induit pas forcément un alignement total sur le discours baathiste, notamment en ce qui concerne les Frères musulmans dans la région. Une apparence de neutralité est cherchée, les représentants du Hamas, pourtant opposés au régime syrien, étant régulièrement invités sur les plateaux de la chaîne : il en va ainsi d'Ali Barakat, représentant du mouvement au Liban, à la fin 2014. La bénédiction de Bachar el-Assad n'implique pas, concernant l'Égypte, un soutien au général Sissi.

La couverture des élections législatives et présidentielles tunisiennes d'Al Mayadeen s'est affichée pluraliste : le mouvement Ennahda a trouvé via cette chaîne un véritable relais médiatique, alors même qu'il défend farouchement l'opposition syrienne. À la veille de l'élection présidentielle tunisienne en décembre 2014, la chaîne offre une tribune aux partisans du président sortant Moncef Marzouki – lui-même allié au mouvement Ennahda en 2012 et 2013. Le porte-parole de la présidence de la République tunisienne, membre du Congrès pour la République (CPR), Adnan Mansar, peut même justifier, plusieurs minutes durant, la position passée de Moncef Marzouki de soutien au Conseil national syrien (CNS) et d'accueil de différentes conférences de l'opposition syrienne à Tunis.

La rhétorique néo-tiers-mondiste et « anti-impérialiste » d'Al Mayadeen est ainsi à géométrie variable : elle est inflexible sur un espace donné, courant du Liban à l'Iran, en passant par la Syrie, pour se faire plus modérée concernant le Maghreb et la Palestine, le Hamas étant encore compris, selon la chaîne, dans cet « axe de la résistance » qu'elle défend.

³⁷ Le quotidien *Al Akhbar* a été fondé à l'été 2006. Il est proche de la coalition du 8 mars et du Hezbollah.

Globalisation et engagement partisan

Si une révolution « dans son cours, révolutionne ses propres présupposés de départ » (Zizek, 2008, p 42), Al Mayadeen et Al Jazeera apparaissent bien comme des chaînes participant de la geste révolutionnaire. Elles n'ont pas seulement suivi, ou « couvert », les processus révolutionnaires à l'œuvre. Elles ont également contribué à en produire le sens, à modifier les présupposés de départ, dans des directions certes opposées. L'une, Al Jazeera, a produit un discours dominant démocratique révolutionnaire au cours des soulèvements arabes. L'autre, Al Mayadeen, a défendu une révolution tiers-mondiste qu'elle pense pouvoir réinventer. Lorsque les processus révolutionnaires à l'œuvre contredisent leurs propres narrations médiatiques et historiques, les chaînes frôlent de près la contre-révolution : en Syrie pour Al Mayadeen, au Bahreïn pour Al Jazeera. Leurs définitions des « révolutions » relevant de choix idéologiques, elles reflètent toutes deux les divisions des révolutionnaires du monde arabe lui-même.

Une forme de journalisme standardisé

Et pourtant, dans leurs lectures différenciées des processus révolutionnaires arabes, Al Jazeera et Al Mayadeen partagent bien des points communs. Une généalogie et une filiation, courant de la première à la seconde, d'abord : la dissidence à Al Jazeera est bien née au sein d'Al Jazeera. Un attachement à un discours médiatique panarabe ensuite : les publics visés sont souvent les mêmes. L'objectif d'Al Mayadeen était aussi de séduire les téléspectateurs déçus d'Al Jazeera, à l'image d'une fraction politique qui tenterait, dans sa scission, d'emmener avec elle des franges entières d'un parti. Du fait de leur diffusion transnationale, elles sont toutes deux concurrentes de chaînes télévisées nationales qui, avec la pluralisation relative du champ médiatique faisant suite aux « révolutions arabes », ont pu élargir leurs publics : c'est le cas en Tunisie par exemple, où les chaînes publiques (Wataniyya 1 et 2) et privées (Nesma, Hannibal, Al-Hiwarat-tunisi) connaissent désormais de très forts taux d'audience, concurrençant les canaux transnationaux.

L'opposition politique entre Al Mayadeen et Al Jazeera est enfin relativisée par une commune standardisation des pratiques médiatiques. Elles appartiennent toutes deux à l'âge de la globalisation, prenant leurs modèles sur CNN et les grandes chaînes anglo-saxonnes : *breaking news* permanentes, clips accompagnés de musiques dramatiques, temps de

l'information rapide, minuté et codifié, journal d'information répété presque à l'identique toutes les demi-heures, présentateurs et présentatrices maquillés ou habillés de manière similaire, analystes attitrés, pouvant aisément passer de l'Ukraine à la Syrie, journalistes vedettes glorifiés, correspondants tués sur le « terrain », érigés en martyrs symboliques de l'engagement de ces chaînes auprès de causes qu'elles considèrent comme réprimées.

Un journalisme proprement politique

Ce discours standardisé et globalisé, s'il n'est pas qu'affaire d'apparences, ne suffit cependant pas à faire d'Al Jazeera et d'Al Mayadeen de pâles copies des grandes télévisions transnationales françaises ou anglo-saxonnes. La comparaison avec CNN et France 24 semble tout à fait décalée lorsqu'on étudie le profil des journalistes des deux chaînes panarabes. Là où les chaînes françaises ou américaines transnationales érigeraient, de manière idéaliste, le souci « d'objectivité » dans le traitement de l'information en valeur suprême, voire théoriserait la nécessité d'une distance d'avec tout engagement politique, se posant en situation « d'observateurs », « au risque d'une illusion scientifique du fait brut » (Cornu, 1998, p. 16), Al Jazeera et Al Mayadeen célébreraient presque une figure journalistique militante plus proches de « l'interprète », cette fois-ci exposé « à la dérive du dogmatisme, par la croyance à une vérité unique, révélée, capable de déchiffrer sûrement le sens de l'événement » (Cornu, 1998, p. 21-22).

Cette figure militante est plus proche, historiquement, de la presse écrite, voire de la presse dite d'opinion. En Europe, une presse quotidienne explicitement politisée, voire parfois militante, existe encore : de *L'Humanité* française au *Manifesto* italien³⁸, du *Gara* basque espagnol au *Guardian* britannique³⁹, qui appelle toujours officiellement à voter pour le Parti travailliste, les journaux quotidiens se réclament officiellement de lignes politiques, de l'extrême-gauche à la droite, en passant par le centre-gauche. Cette politisation de la presse, les médias télévisés y échappent, tout du moins officiellement. Dans le monde arabe, sans doute plus particulièrement au Liban, la presse partisane connaît aujourd'hui encore ses heures de gloire : de grands quotidiens nationaux libanais, tels qu'*Al-Akhbar*, *As-Safir* et *An*

³⁸ Fondé par Jean Jaurès au début du vingt-et-unième siècle, *L'Humanité* est aujourd'hui le quotidien du Parti communiste français. *Il Manifesto* est un quotidien italien né en 1969, fondé par d'anciens membres du Parti communiste italien, dans le sillage des nouvelles gauches radicales de l'époque.

³⁹ *Gara* est un quotidien publié au Pays basque espagnol, proche de la mouvance nationaliste de gauche et de la coalition Bildu (anciennement Herri Batasuna). *The Guardian*, fondé en 1821, est un quotidien britannique proche du Labour Party.

*Nahar*⁴⁰, assument délibérément leurs positions politiques. La figure du journaliste militant et du journaliste intellectuel, producteur d'idées, voire de concepts, participe de leur légitimité respective. Assassiné en 2005, Samir Qassir, principale figure d'*An Nahar*, est un bon exemple : un des fondateurs du Mouvement de la gauche démocratique, opposé à la présence syrienne au Liban, il dirigea dans les années 1980 un hebdomadaire de gauche, « Le septième jour » (*Al-Yawm as-sabia*) aux côtés de Joseph Samaha. Ancien militant de la gauche libanaise, rédacteur en chef d' *As-Safir* dans les années 2000, ce dernier fonda, en 2006, le quotidien *Al-Akhbar*, dont le projet politique et éditorial pourrait être associé à celui d'Al Mayadeen, six ans plus tard. *Al-Akhbar* allie en effet des tendances de gauche à des journalistes proches du Hezbollah.

La figure du journaliste militant n'est pas, comme on l'a vu, étrangère à Al Jazeera et à Al Mayadeen. Ghassan Ben Jeddou, qui a officié sur les deux chaînes, en est un exemple paradigmatique. Il est devenu journaliste non pas par vocation, mais parce que l'espace d'Al Jazeera, à l'époque, lui offrait une tribune pour exposer ses idées. Présidant aujourd'hui Al Mayadeen, il assigne bien à la chaîne une ligne politique. Zeinab As-Saffar se revendique explicitement du Hezbollah libanais, tandis que Georges Galloway alterne encore ses nouvelles activités médiatiques sur Al Mayadeen avec des campagnes électorales menées en Grande-Bretagne auprès de la gauche radicale. Correspondant d'Al Jazeera à Tunis, Lotfi Hajji n'est pas seulement un ex-militant de la gauche islamique tunisienne, c'est encore un journaliste qui se fait partisan politique, mais aussi intellectuel, cherchant à produire une certaine vision tant de l'islamisme que du bourguibisme, intervenant dans la bataille des idées (Hajji, 2011), participant même de la vie de l'opposition tunisienne au milieu des années 2000.

De ce point de vue, Al Jazeera et Al Mayadeen se distinguent d'un univers télévisuel globalisé dans lequel le paradigme de la distanciation d'avec l'engagement politique, au nom d'une analyse justement distanciée, est peut-être devenu la norme. Dans les années 2000, Al Jazeera se pose en défenseur d'un « discours démocratique radical », qu'elle combine avec un positionnement néo-tiers-mondiste, dirigeant ses flèches contre les États-Unis et Israël : à la suite des révolutions arabes, le premier discours est sans doute plus prononcé que le premier pour Al Jazeera. Fidèle à son parrain qatari, elle prend ses distances avec le régime syrien à

⁴⁰*An Nahar* (Le jour) est l'un des plus anciens quotidiens libanais, né en 1933. *As-Safir* (L'ambassadeur), longtemps classé à la gauche du spectre politique, voix officieuse du mouvement national palestinien au Liban et de la gauche libanaise dans les années 1970, est créé en 1974. C'est en 2006 qu'est lancé *Al-Akhbar* (Les nouvelles), un ancien titre du Parti communiste libanais dans les années 1950, dont la licence fut rachetée par des milieux d'affaires proches du Hezbollah. Le fondateur d'*Al-Akhbar*, Joseph Samaha, figure emblématique de la gauche libanaise, est décédé d'une crise cardiaque quelques mois après la fondation du journal, en février 2007.

partir de 2011, mais aussi avec un Hezbollah qu'elle avait pourtant farouchement défendu au cours de la guerre de juillet et août 2006. Al Mayadeen, fille d'Al Jazeera, reprend son ancien discours néo-tiers-mondiste, l'assume sans doute encore plus, renoue même avec un discours nationaliste arabe et de gauche, le combinant pourtant à un soutien à un État qui se réclame de l'islam – l'Iran- ou à une formation islamiste-nationaliste – le Hezbollah. Toutes deux prennent radicalement position dans le débat politique panarabe : cela ne se fait parfois pas sans contradiction, ou paradoxes. Pour Al Jazeera, défendre un discours démocratique en s'abstenant de critiquer des régimes monarchiques. Pour Al Mayadeen, se réclamer de la révolution tunisienne par exemple, mais en critiquant des révolutions qu'elle estime dévoyée lorsque ces dernières ne s'inscrivent pas dans son paradigme anti-impérialiste.

Dans son analyse du postmodernisme, Fredric Jameson se demandait « si la pratique de la consommation n'a pas remplacé la prise de position résolue et la pleine adhésion à une opinion politique. Ici aussi, les médias rencontrent le marché et se donnent la main au-dessus du corps d'une ancienne forme de culture intellectuelle » (Jameson, 2007, p. 545-546). Pour des raisons tout autant éthiques que politiques, les positionnements d'Al Jazeera et d'Al Mayadeen pourraient certes être critiqués, et critiquables. Toutes deux n'en renouent pas moins avec un certain journalisme engagé, si ce n'est avec cette ancienne « forme de culture intellectuelle », à contretemps d'une globalisation marchande et médiatique dans laquelle elles s'inscrivent pourtant.

Bibliographie

ALHAJ, W., DOT-POUILLARD, N., REBILLARD, E., *De la théologie à la libération ? Histoire du Jihad islamique palestinien*, Paris, La Découverte, 2014.

ALHAKIM, B., « Al Mayadeen Tv : New Kid on the block », *Al-Akhbar English*, 4 juin 2012, [en ligne] URL : <http://english.al-akhbar.com/node/8056> [consulté le 3 octobre 2016].

BABNET, « Ghassan Ben Jeddouia fanaqu al-madhabash-shi rafadan li-mawaqif al-harakat al-islamiyya [Ghassan Ben Jeddou embrasse la doctrine chiite en refusant les positions des mouvements islamistes) », 1^{er} mars 2012, [en ligne] URL : <http://www.babnet.net/festivaldetail-46514.asp> [consulté le 3 octobre 2016].

BAEZA, C., « Soldiers of Bashar in South America: The Syrian Diaspora in Argentina and in Brazil, the Ba'athist Regime and the Syrian Uprising », Colloque Wafaw (When Authoritarianism fails in the Arab World), Tunis, 16 octobre 2014.

- CARRÉ, O., *Le nationalisme arabe*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004.
- CORNU, D., « Journalisme et vérité », *Autre temps. Cahiers d'éthiques sociales et politiques*, n° 58, 1998, p. 13-27.
- DOT-POUILLARD, N., *Tunisie. La révolution et ses passés*, Paris, Les cahiers de l'Iremmo/L'Harmattan, 2013.
- EL MEDDEB, FRANCE 24, « Al-Mayadine, la chaîne d'information anti-Al-Jezira », *France 24*, 11 juin 2012, [en ligne] URL : <http://www.france24.com/fr/20120611-naissance-dal-mayadine-nouvelle-chaîne-dinformations-panarabe-syrie-iran-revolution-arabe/> [consulté le 3 octobre 2016].
- EL OIFI, M., « L'effet Al-Jazira », *Politique étrangère*, n°3, 2004, p. 649-660 [en ligne] DOI : [10.3406/polit.2004.1140](https://doi.org/10.3406/polit.2004.1140) [consulté le 3 octobre 2016].
- FALIGOT, R., *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GONZALEZ-QUIJANO, Y., *Arabités numériques. Le printemps du Web arabe*, Paris, Actes sud, 2012.
- HAJJI, L., *Bourguiba et l'islam. Le politique et le religieux*, Tunis, Sud Éditions, 2011.
- HERRERA, J., « Les diasporas d'Amérique latine et la crise syrienne », in *Pas de printemps pour la Syrie ? Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, sous la dir. de F. Burgat et B. Paoli, Paris, La Découverte, 2013.
- KANAAN, W., « Al Jazeera reporter resigns over biased Syriacoverage », *Al-Akhbar English*, 8 mars 2012, [en ligne] URL : <https://english.al-akhbar.com/content/al-jazeera-reporter-resigns-over-biased-syria-coverage> [consulté le 3 octobre 2016].
- JAMESON, F., *Le postmodernisme ou la logique culturelle du capitalisme tardif*, Paris, Beaux-arts de Paris, 2007.
- LAMLOUM, O., « Al-Jazeera s'est constitué comme un espace de désaveu populaire des régimes arabes en place », *Oumma.com*, 23 novembre 2004, [en ligne] URL : <http://oumma.com/Entretien-avec-Olfa-Lamloum-Al> [consulté le 3 octobre 2016].
- LAMLOUM, O., « Avant-propos », in *Médias et islamisme*, sous la dir. d' O. Lamloum, *Les Cahiers de l'Ifpo*, n° 5, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2010, p. 7-12. .
- RODINSON, M., *Marxisme et monde musulman*, Paris, Seuil, 1972.
- TALON, C., *Al Jazeera. Liberté d'expression et pétromonarchie*, Paris, PUF, 2011.
- ŽIŽEK, S., « Mao Tsé-Toung, seigneur marxiste du désordre », in *Mao. De la pratique et de la contradiction*, textes présentés par S. Žižek, avec une réponse d'A. Badiou et la réponse de S. Žižek, Paris, La Fabrique, 2008.

